



Image générée par IA

LA MÉDITERRANÉE EN PARTAGE LE SOCLE COMMUN

Éditorial du Président

De Toulouse, on ne voit pas la mer. Et pourtant.

Avec ses 220 kilomètres de littoral, ses ports, ses lagunes et ses filières économiques, la Méditerranée est une réalité économique, écologique, culturelle et historique majeure pour l'Occitanie.

Ce qui se passe sur ses rives ne reste pas sur ses rives. Les activités économiques, les mobilités humaines, les effets du changement climatique, les pollutions ou les coopérations entre territoires diffusent bien au-delà du littoral. Cette interdépendance donne son titre à l'Avis : la Méditerranée est un espace en partage.

Depuis 2017, le CESER Occitanie a construit, Avis après Avis, une connaissance fine de l'espace méditerranéen. Sept Avis, 154 préconisations : un corpus fondé sur l'expertise croisée et l'expression de la société civile organisée.

Avant d'ouvrir de nouveaux chantiers, le CESER a souhaité revenir sur ces travaux. Chacune des préconisations a été confrontée aux principaux documents de planification de la Région et de l'État selon une méthode rigoureuse, transparente et documentée.

Le résultat est éclairant : 86 % des préconisations formulées depuis 2017 se retrouvent dans les documents de planification régionaux. Cette convergence ne traduit pas une influence directe, mais un diagnostic partagé avec le Conseil régional sur les enjeux littoraux. Elle confirme la valeur ajoutée du CESER comme acteur de l'action publique régionale et conforte la pertinence de ses préconisations comme ressource pour les décideurs.

Alors que le rôle des CESER est remis en cause, c'est une réponse politique concrète.

Mais ces travaux révèlent aussi autre chose : pêche, ports, pollutions, lagunes, économie bleue, changement climatique — tout est lié. C'est sur ce socle commun que le CESER entend poursuivre : non pour additionner de nouveaux diagnostics, mais pour accompagner les transformations à l'œuvre. Comment protéger ce qui peut l'être, adapter ce qui doit l'être, coopérer là où aucun acteur seul ne peut réussir ?

Cet Avis ne répond pas encore à tout. Mais il dit où et comment le CESER entend chercher des réponses.

Le CESER a eu raison de créer dès la fusion des régions en 2016 une commission dédiée au littoral et à la Méditerranée pour identifier les enjeux liés au changement climatique et à la fragilité de la Méditerranée dans toutes ses dimensions. La coopération que nous avons su construire avec le réseau des Conseils économiques et sociaux de l'Arc méditerranéen légitime notre démarche et notre reconnaissance !



Jean-Louis CHAUZY

Président du CESER Occitanie / Pyrénées-Méditerranée



Émilie VARAUD
Présidente de la Commission
Littoral - Coopérations
transfrontalières et
méditerranéennes - Europe



Myriam GONZATO
Rapporteuse



Bruno LAFAGE
Rapporteur

Synthèse de l'Avis voté à l'unanimité le 2 juin 2026 et préparé par la Commission Littoral – Coopérations transfrontalières et méditerranéennes - Europe

BILAN DES AVIS PASSÉS : UNE DÉMARCHE D'ANALYSE INÉDITE

Le CESER Occitanie sous la responsabilité de la Commission "Littoral - Coopérations transfrontalières et méditerranéennes - Europe" a souhaité examiner le devenir des 154 préconisations formulées depuis 2017. Figurent-elles dans les documents de planification de l'État et de la Région ? L'objectif est d'apprécier dans quelle mesure les orientations du CESER rejoignent, ou non, les choix stratégiques de l'exécutif régional.



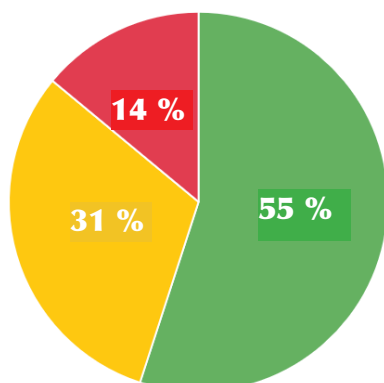
Pour répondre, le CESER a conduit une analyse qualitative exhaustive. Chaque préconisation a été confrontée aux principaux documents de planification de la Région et de l'État : Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), Plan d'adaptation au changement climatique du littoral d'Occitanie (PACCLO), Plan Eau, Plan Littoral 21, Document stratégique de façade (DSF), budgets.

La grille d'analyse repose sur trois statuts — **intégrée**, **partiellement intégrée**, **non trouvée** — attribués à chaque préconisation selon des critères explicites. Chaque cotation est argumentée, sourcée et vérifiable en annexe de l'Avis.

Cette démarche met en regard de façon systématique et vérifiable la parole de la société civile et les choix de l'exécutif régional, révélant à la fois les convergences et les angles morts.

RÉSULTAT : UNE FORTE CONVERGENCE AVEC LES ORIENTATIONS RÉGIONALES

86 % des préconisations du CESER se retrouvent totalement ou partiellement dans les documents de planification de la Région.



55% de préconisations intégrées

31% de préconisations partiellement intégrées

14% de préconisations non trouvées

Les 14 % de préconisations non retrouvées ne sont pas pour autant obsolètes : trop spécifiques, trop ambitieuses, trop récentes ou appelant d'autres niveaux de décision, elles indiquent des pistes que le CESER pourra explorer dans la suite de ses travaux.

DES ALERTES ANCIENNES QUI SE CONFIRMENT ET S'AGGRAVENT

Gouvernance fragmentée

- Modèles de gestion portuaire hétérogènes, sans stratégie régionale unifiée (Sète, Port-la-Nouvelle, Port-Vendres).
- Fragilisation de la compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), nuisant à la solidarité financière entre collectivités.
- Gouvernance de l'eau jugée « illisible » par les acteurs eux-mêmes.

Écosystèmes fragilisés

- Méditerranée : +1,52 °C en 2024, réchauffement plus rapide que la moyenne mondiale.
- Prolifération d'espèces invasives (crabe bleu), disparition de la grande nacre.
- Tensions croissantes sur les lagunes, zones humides et milieux marins, amplifiées par les usages combinés et le climat.

Coût de l'inaction publique : entre 7 et 10 points de PIB à l'horizon 2100.



DES TENSIONS NOUVELLES OU EXACERBÉES

Eau : ressource sous pression

- Tensions croissantes entre usages (agriculture, tourisme, eau potable) dans un contexte de sécheresse structurelle.
- Plans régionaux ambitieux engagés, mais coordination à renforcer.
- Progression du biseau salé dans certaines nappes littorales.

Filières maritimes fragilisées

- Encadrement de la pêche pour préserver les ressources, espèces invasives, pollutions récurrentes.
- Difficultés de renouvellement des actifs dans la pêche et la conchyliculture.

Saturation des espaces

- Densification simultanée des usages : pêche, plaisance, tourisme, transport, énergies marines.
- Basculement d'une logique d'extension vers une logique de partage et de régulation.

Pressions géopolitiques et humanitaires

- Conflit en Ukraine, réarmement européen : pression sur les financements publics.
- Risque de désengagement des politiques environnementales et littorales.
- Dynamiques migratoires et crises humanitaires traversant la Méditerranée.

DES LEVIERS D'ACTION IDENTIFIÉS

Leviers écologiques

- Restaurer les fonctionnements naturels : recul stratégique, renaturation, transit sédimentaire.
- Mobiliser l'ingénierie écologique : récifs artificiels, biorestauration, aquaculture restauratrice.
- Former les populations aux enjeux littoraux.
- Chiffrer le coût de la dégradation des services écosystémiques pour éclairer les arbitrages.

Gouvernance intégrée

- Renforcer les coordinations existantes plutôt que multiplier les structures.
- Concerter avec les habitants selon une méthode « pas-à-pas ».
- Construire l'acceptabilité des transitions dans la durée.

Engagement citoyen

- Mobiliser l'attachement des populations à leurs territoires comme levier d'adaptation.
- S'appuyer sur les cultures maritimes : solidarité, responsabilité, secours.
- Soutenir la démocratie environnementale : information, participation, accès à la justice.

Coopérations et Connaissance

- S'appuyer sur la Convention de Barcelone, le Plan bleu, les réseaux Interreg.
- Mobiliser la planification maritime et les outils existants (DSF, PACCLO, SRADDET).
- Développer les observatoires et les sciences participatives.

**Ces leviers esquissent des directions ;
les trois axes suivants les traduisent en chantiers concrets pour la fin de mandature**

TROIS AXES D'INVESTIGATION POUR LES ANNÉES À VENIR

Les vulnérabilités du littoral s'intensifient, se combinent et appellent des réponses capables de relier les enjeux. Dans cet objectif, le CESER structure sa feuille de route autour de trois axes pour accompagner les politiques publiques dans les transitions en cours.

Axe 1 – « MARE NOSTRUM » : des héritages partagés aux coopérations d'avenir

Objectif : structurer les conditions d'un « faire société » à l'échelle du littoral et de la Méditerranée, en mobilisant la culture, l'histoire, les connaissances et les coopérations humaines comme leviers de compréhension, de cohésion et d'action collective.

Questions : comment renforcer la circulation des savoirs entre les deux rives ? Comment intégrer les mobilités dans les politiques d'aménagement ? Comment renforcer la portée opérationnelle des dispositifs de coopération (Interreg, Plan bleu) ?

Axe 2 – TOURISME LITTORAL : reconnaître et accompagner une filière spécifique

Objectif : mieux intégrer les spécificités du tourisme littoral — saisonnalité, concentration spatiale, pression sur les ressources, exposition climatique — dans les politiques régionales.

Questions : comment structurer le tourisme littoral comme filière spécifique ? Comment mieux articuler littoral et arrière-pays ? Comment accompagner les initiatives de transition engagées par les acteurs ?

Axe 3 – ADAPTATION ET RECOMPOSITION TERRITORIALE : faire de la contrainte un levier

Objectif : accélérer la mise en œuvre des stratégies d'adaptation en les articulant avec les transformations économiques et sociales. L'adaptation est une nécessité immédiate, un levier de recomposition.

Questions : comment accompagner concrètement le recul du trait de côte ? Quels outils juridiques et financiers sécuriser ? Comment associer les populations en amont ? Comment capitaliser sur les solutions fondées sur la nature (dunes, herbiers, zones humides) ?



Ces trois axes traduisent la volonté du CESER de franchir une étape : passer de l'identification des enjeux à l'accompagnement des transformations. Transversaux par nature, ils seront travaillés en articulation avec l'ensemble des commissions concernées du CESER sous l'égide la Commission "Littoral - Coopérations transfrontalières et méditerranéennes - Europe".

CESER Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

Siège

18 allées Frédéric Mistral
31077 Toulouse Cedex 4
Tél. 05 62 26 94 94
Fax 05 61 55 51 10
ceser@ceser-occitanie.fr

Site de Montpellier

201 av. de la Pompignane
34064 Montpellier Cedex 2
Tél. 04 67 22 93 42
Fax 04 67 22 93 94
ceser@laregion.fr

www.ceser-occitanie.fr



Avec Ecofolio
tous les papiers
se recyclent.

L'intégralité de l'Avis est téléchargeable sur le site internet <http://www.ceser-occitanie.fr>

Chargée de mission : Sandra IMBERT ■ sandra.imbert@ceser-occitanie.fr ■ tél : +33 5 62 26 94 92
Secrétariat : Vitrigny CAM ■ vitrigny.cam@ceser-occitanie.fr ■ tél : +33 5 62 26 94 82